



Enquête • des compétences utiles à la France

REDRESSEMENT NATIONAL

Pourquoi n'écoutez-on pas les chefs d'entreprise ?

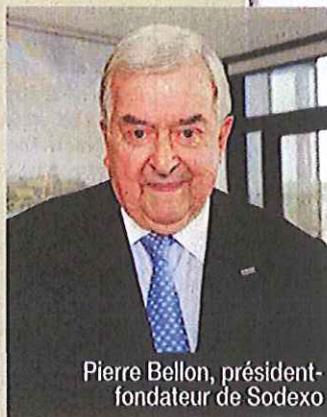
Pierre Bellon : «Les ministres n'ont jamais mis les pieds dans une boîte...»

Lors de l'Université du Medef, le créateur «à partir de rien» comme il le revendique du leader mondial des services de qualité de vie, avec 420.000 personnes dans plus de 80 pays, fait la leçon au ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg. Sans état d'âme : «Les hommes politiques font des promesses qu'ils ne respecteront pas... en tout cas, je l'espère ! En France, l'État veut intervenir partout. On a des fonctionnaires capables et honnêtes mais on en a trop. Et même des ministres : dans ce gouvernement, il y en a 8 pour s'occuper des entrepreneurs. Le problème, c'est qu'ils n'ont jamais mis les pieds dans une entreprise. On en a ras-le-bol de nous entendre dire ce que l'on doit faire, avec nos actionnaires, avec

nos salariés, avec les syndicats, avec les consommateurs...».

Des aberrations
«L'administration nous oblige à jeter à la poubelle des plats qui seraient consommables dans les 2/3/4 jours, plutôt que de les donner à une œuvre. Du coup, les plus pauvres fouillent les poubelles... et se prennent des amendes. Autre exemple qui soulève l'ire du patron marseillais, les contrats d'avenir : «Depuis Raymond Barre, tous les Premiers ministres ont créé des emplois aidés qui, au total, ont coûté 50 milliards d'euros, alors qu'il s'agit d'emplois parking qui ne répondent pas aux attentes des jeunes. Mais, dans un pays où un quart de la population travaille dans la fonction publique, ça semble difficile d'admettre que l'emploi, c'est le rôle du privé. Je dis qu'on peut créer 1,5 million d'emplois

dans les services, mais ça n'intéresse personne, pas plus Hollande que Sarkozy». Guère d'indulgence non plus pour les contrats de génération : «Vous pensez franchement qu'on a attendu le gouvernement pour transférer les connaissances des anciens vers les jeunes ?», s'insurge-t-il. Entrepreneur à succès, Pierre Bellon est prêt à convaincre le Président Hollande.



Pierre Bellon, président-fondateur de Sodexo

Dans un contexte global de plus en plus contraint par l'économie, les qualités et compétences nécessaires à un responsable politique apparaissent de plus en plus proches de celle d'un dirigeant d'entreprise...

C lémenceau pensait que «la guerre est une chose trop grave pour être confiée à des militaires». La formule pourrait s'appliquer aussi aux politiques. Les personnalités «issues de la société civile» sont rares en politique, toutes tendances confondues, et d'autant plus qu'on se rapproche du sommet de l'État. Pourtant, on assiste depuis quelques années à une évolution du côté des entrepreneurs qui entendent bien jouer un rôle plus important. Toutes les organisations patronales (Medef, CGPME, CJD, Croissance Plus, FEEF...) veulent peser davantage face à la dérive des taxations et des déficits.



>> Coupés de la réalité des entrepreneurs ? Avant d'entrer en politique, pas un des 4 derniers Présidents n'est passé par la case «entreprise» : François Mitterrand a d'abord été journaliste puis avocat, Jacques Chirac fut haut fonctionnaire, Nicolas Sarkozy a également été avocat et François-Hollande enfin, maître de conférences à l'IEP où il a donné des cours... d'économie.

Le programme des grands patrons

L'Association française des entreprises privées (Afepe), qui regroupe la quasi-totalité du CAC 40 et des grandes entreprises françaises (98 membres) brille autant par le pouvoir qu'elle représente que par la discrétion médiatique dont elle fait généralement preuve. Présidée par Pierre Pringuet, directeur général de Pernod-Ricard (qui a succédé en juin 2012 à Maurice Lévy), elle est pourtant sortie de sa réserve pour s'adresser publiquement au Président de la République, qu'elle a reçu lors d'un dîner. Le Président avait exigé que les questions posées lui soient communiquées !!! Une première pour cette puissante organisation qui, depuis sa création il y a 30 ans, a largement usé de son influence. Dans cette lettre ouverte, les signataires ont présenté un véritable programme de gouvernement. «L'État doit réaliser 60 milliards d'euros d'économies au cours des cinq prochaines années. Pour les entreprises, il faut baisser le coût du travail d'au moins 30 milliards d'euros sur deux ans, en réduisant les cotisations sociales qui pèsent sur les salaires moyens (2 SMIC et plus). Un transfert financé pour moitié par un relèvement de la TVA de 19,6 à 21% et, pour l'autre, par une baisse des dépenses publiques».

Pierre Gattaz : «Les élus ne nous comprennent pas...»

Pierre Gattaz est Président du Directoire depuis 1994 de Radiall, une ETI du secteur aéronautique de 2.500 salariés affichant 203 millions d'euros de chiffre d'affaires, fournisseur notamment de Boeing et d'Airbus. Il est également Président de la FIEEC (Fédération des Industries électriques, électroniques et de communication) et du GFI (Groupe des fédérations industrielles). Le fils de l'ancien Président du CNPF (de 1981 à 1986), est enfin membre du bureau du bureau exécutif du Medef et candidat déclaré à la succession de Laurence Parisot. Pour ce patron, il est important que chacun soit dans son rôle : «Les dirigeants d'entreprise savent ce qui se passe dans l'économie réelle et connaissent les grands enjeux

de la mondialisation. Ce n'est pas notre rôle de faire de la politique, mais il est important de renforcer l'expression patronale, en développant une vision responsable et humaine de la société. C'est la raison pour laquelle il est opposé à un mandat trop long. «Il faut un patron opérationnel à la tête du Medef, pour pouvoir parler du terrain, avoir une vraie légitimité. Quelqu'un qui est déconnecté trop longtemps de son entreprise ne peut pas être un bon patron du Medef. Faire deux fois cinq ans, c'est délaissé son entreprise trop longtemps. Je propose trois ans, renouvelable une fois. En Allemagne, c'est deux ans, renouvelable une fois». Pour autant, un chef d'entreprise peut être force de proposition : «Il y a encore trop d'élus qui ne comprennent toujours pas les lois de la gravitation de

l'économie mondiale. C'est l'économie qui tient le social, c'est l'entreprise qui en est la clé et il faut dégager du profit. Le gouvernement doit intervenir sur tous les facteurs que l'entreprise subit, pour réduire les coûts du



Pierre Gattaz, Président du groupe Radiall, candidat à la présidence du Medef

travail, de la fiscalité liée à la dette, de l'énergie, de la parité euro/dollar et des contraintes de l'écologie, pour renforcer la compétitivité des entreprises. Il y a de bons signes donnés par François Hollande avec le rapport Gallois, mais il faut un environnement de confiance et d'estime pour les entreprises et les entrepreneurs. Aujourd'hui, il n'existe pas. Un véritable programme.



Enquête • des compétences utiles à la France

Xavier Fontanet : «J'ai proposé aux membres du gouvernement une session de formation... restée sans réponse»

Cet ex-grand patron (il a quitté la présidence du directeur d'Essilor en janvier 2012), fils de l'ancien ministre Joseph Fontanet, professeur de stratégie à HEC, a écrit en 2010 un ouvrage prémonitoire, «Et si on faisait confiance aux entrepreneurs».

Les hommes politiques sont-ils suffisamment à l'écoute des attentes et des conseils des professionnels du monde de l'entreprise ? Ce n'est pas un problème d'écoute, c'est un problème de défiance. En France, les pouvoirs publics n'ont pas confiance dans les entrepreneurs et sont persuadés que l'État ferait mieux. Mais l'État ne peut pas s'impliquer à chaque fois qu'il y a un problème dans une entreprise. Il faut arrêter

de vouloir mettre en place ce que l'on appelle improprement une «politique industrielle» et simplement permettre aux entrepreneurs de faire leur travail.

Les qualités et compétences nécessaires aux dirigeants d'entreprise ne seraient-elles pas utiles aux responsables politiques ? Certains ont du «patron» une vision fautive, celle de quelqu'un qui cherche uniquement à maximiser ses profits. Il faut admettre que les chefs d'entreprise sont un peu responsables, parce qu'ils parlent plus facilement de chiffres que d'hommes. Mais ce qui motive les entrepreneurs, c'est de créer, d'échanger... Le profit, c'est juste la reconnaissance du succès, pas le moteur.

La culture économique des hommes politiques est-elle suffisante ? Ce qui décrit le mieux l'économie moderne, c'est la notion de «destruction créatrice» de Schumpeter, la disparition de secteurs d'activité parallèlement à la création de nouvelles activités économiques. L'emploi, c'est le solde, positif ou négatif, de ce processus. Le problème, c'est que la plupart des politiques s'inspirent toujours de Keynes, alors que l'intervention de l'État ne marche pas dans une économie globale et ouverte.

Quelle est la différence entre la vision politique et entrepreneuriale de l'économie ? L'économie n'est pas une idéologie, on ne peut pas considérer la France, qui pèse 4% du PIB mondial, en faisant abstraction des

96% restants. L'économie, c'est le résultat des décisions de millions d'entrepreneurs français et étrangers, motivées par les révolutions technologiques et la mondialisation.

Si vous étiez Président, quelles sont les grandes réformes que vous engageriez ? Réduire la dette en ramenant le déficit public de 57% à 46%, comme en Allemagne, ce qui permettrait en plus de baisser les impôts pour que la France redevienne attractive. Et fluidifier le marché du travail, en s'inspirant par exemple de la législation suédoise

Et la toute première mesure ? Supprimer l'alignement de la taxation du capital



Xavier Fontanet

sur celle des revenus, qui est une stupidité.

À titre personnel, seriez-vous intéressé et vous jugeriez-vous compétent pour jouer un rôle au niveau gouvernemental ? J'ai bien proposé à Arnaud Montebourg une session de formation pour lui et les membres de son cabinet, au moment de l'affaire Mittal, pour lui expliquer qu'on ne pouvait pas nationaliser un site qui constitue une petite entité d'un groupe. Mais je n'ai pas eu de réponse !

Des mesures à suivre

La réception au mois d'août à l'Élysée d'une délégation officielle de l'Afep, conduite par Pierre Pringuet, et le lobbying discret mené au cours de rencontres plus informelles pendant les deux mois suivants n'ont visiblement pas permis aux grands patrons d'obtenir gain de cause de leur manière habituelle. Si l'offensive publique n'a pas totalement abouti, force est de reconnaître que certaines mesures du Pacte de Compétitivité proposé par François



«L'Afep n'est ni de droite ni de gauche, elle est du parti des entreprises».

Pierre Pringuet, directeur général de Pernod-Ricard et président de l'Afep

Hollande n'en sont finalement pas si éloignées. En revanche, le souhait de voir la France se donner «les moyens

d'explorer et d'exploiter nos ressources nationales comme les gaz de schiste et rester pragmatique dans la mise en œuvre de la transition énergétique, qu'il s'agisse de réduire nos émissions de CO₂ ou notre exposition à la production d'électricité d'origine nucléaire» reste pour l'instant lettre morte. Si la coupure entre privé et public n'a jamais été aussi forte... la perspective d'un gouvernement de salut public intégrant les idées des entrepreneurs fait son chemin...

Pascal Rosler